

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

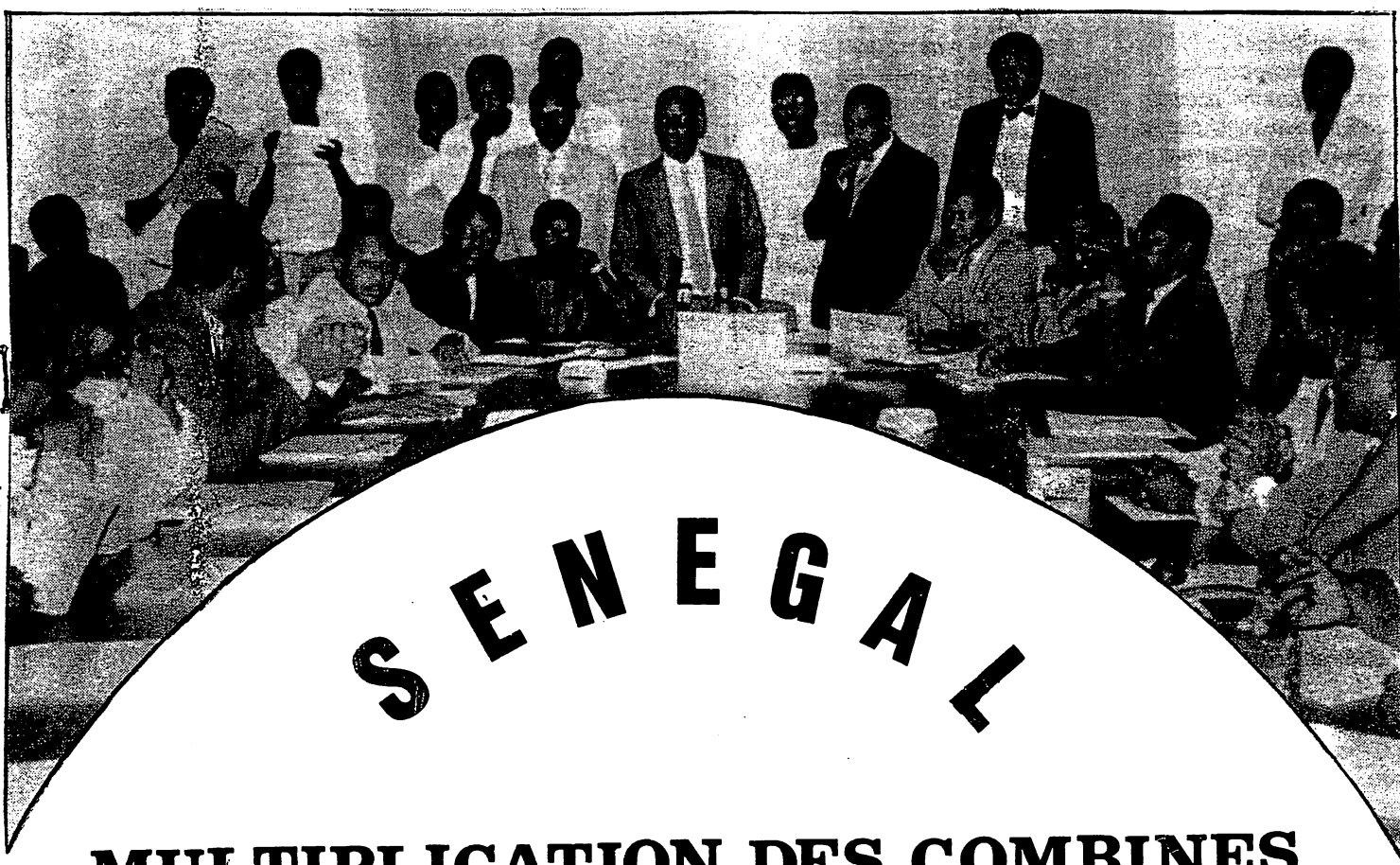
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

JUILLET-AOUT 1988

N° 172

PRIX: 3 FF



**SENEGAL**

**MULTIPLICATION DES COMBINES**

**POUR TENTER DE CALMER**

**LA CONTESTATION**

SOMMAIRE AU VERSO

## SOMMAIRE

Pages 2 et 3

- Editorial

Pages 3 et 4

- Sénégal: la crise est loin d'être terminée

Page 5

- Mali: élections bidon, comme d'habitude.

- Pourquoi le riz est cher ?

Pages 6 et 7

- Côte d'Ivoire: un service public qui cache son incapacité.

- la grogne des jeunes lycéens

Pages 8 et 9

- Tchad: les mensonges de la section UNIR de France.

- Une constitution selon la volonté du dictateur

Pages 10 et 11

- Rwanda: derrière le surpeuplement, la pauvreté et l'aberration des frontières.

## ABONNEMENT

France: 1 an

- Pli ouvert: 55 FF

- Pli fermé: 65 FF

Etranger

- Ecrire au journal

## A D R E S S E

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT, B.P. 42  
92114-CLICHY Cedex

## é d i t o r i a l

### SENEGAL : MULTIPLICATION DES COMBINES

#### POUR TENTER DE CALMER LA CONTESTATION

Neuf partis politiques dont le PDS, le PIT et la LD/MPT, ont accepté de tenir des tables rondes pour dialoguer avec les représentants du pouvoir afin de trouver dit-on un "consensus" sur les problèmes politiques. Après quelques séances de rencontre, quatre des partis d'opposition (dont le PDS de Wade) se sont retirés sous prétexte d'un désaccord sur la réforme du "code électoral".

Visiblement, ces partis d'opposition ne se sentent plus aussi à l'aise qu'ils le paraissent aux mois de mai et juin lorsque la proposition leur a été faite. La situation à l'intérieur du pays n'est pas celle qu'ils attendaient ou celle qu'ils désiraient. Et cela les a mis dans une position plutôt embarrassante. Et pour cause.

Pendant que élèves et étudiants boycottent les examens et continuent à faire la grève, en affrontant les forces de l'ordre, ces dirigeants de l'opposition vont, eux, aller faire des salamalecs aux représentants du pouvoir pour essayer d'arrondir les angles. S'asseoir sur deux chaises, ce n'est pas ce qu'il y a de plus confortable. Eh bien, c'est ce qui arrive actuellement à Wade et ses compères.

Wade, en acceptant de rencontrer Diouf, voulait jouer les chefs incontestés de l'opposition. Il pensait le prouver par a+b que s'il demandait aux jeunes d'arrêter leur mouvement, ceux-ci allaient lui obéir comme des enfants dociles. Il l'a fait. Malheureusement pour lui, la grève a continué, et de plus belle.

En voulant jouer les "messieurs bons offices", A. Wade s'est au contraire discrédité auprès d'une partie de ceux qui contestent le régime. C'est le journal "Sopi" (l'hebdomadaire du PDS) qui le dit en notant que "nombreux sont ceux qui crient à la trahison du peuple par Me Wade" lorsque celui-ci a accepté de rencontrer Diouf.

L'appel au calme de Wade n'a pas donc été entendu par les élèves et les étudiants, et du coup lui qui voulait se montrer plus coopératif à l'égard de Diouf, ou qui voulait se montrer puissant en utilisant la contestation des jeunes, n'a plus envie de jouer les pompiers de service.

Alors, il a choisi, et avec lui ses alliés du PIT et de LD/MPT, de se retirer de la table ronde. Il est d'ailleurs très instructif de noter que le point de "désaccord" ne porte ni sur la revendication des jeunes, ni sur les préoccupations quotidiennes de l'énorme majorité de la population, mais sur le "code électoral", c'est-à-dire sur un point qui n'intéresse que les appareils des partis politiques.

... / ...

Alors, on peut peut-être dire que le problème de Wade et de ses compères de l'opposition, c'est qu'ils étaient un peu trop pressés d'aller à la soupe (oh! ce n'était qu'un début car il ne s'agissait officiellement que de table ronde). Ils sont contraints, par la contestation de la rue, de faire marche arrière, mais ce n'est que partie remise. Alors, pour garder le crédit auprès de ceux qui contestent le régime, on va peut-être de nouveau entendre de la bouche de ces mêmes messieurs des discours enflammés, hostiles au régime.

Mais, comme avant, ce ne sera que du calcul politicien. Le même journal du PDS a d'ailleurs déjà annoncé la couleur en disant que dans la période actuelle, le problème de Wade est de tout faire "pour que le peuple ne se reporte pas sur l'opposition intransigeante au détriment de son parti".

Reste à savoir si parmi ces milliers ou ces dizaines de milliers de jeunes qui contestent la politique du régime, sortira une fraction qui n'acceptera pas de se laisser tromper par les calculs politiques des partis d'opposition et qui aura envie de chercher la voie vers une autre politique, qui n'a rien à voir, ni avec les combines de salons, ni avec les illusions électorales, mais une politique qui réponde vraiment aux aspirations non seulement des jeunes, mais aussi de la grande majorité de la population.

### SENEGAL : LA CRISE EST LOIN D'ETRE TERMINEE

Près de cinq mois après les événements des 28 et 29 février dernier, Abdou Diouf, malgré la politique dite de "décrispation", malgré ses appels du pied aux partis d'opposition pour trouver un "consensus national" autour d'une table ronde, n'a pas réussi à éteindre le feu dans les collèges, ni à l'université. Le 23 juin dernier, des affrontements avaient lieu à l'université entre les policiers et des étudiants venus boycotter les examens. Il y aurait eu des jets de grenades lacrymogènes et des arrestations.

Pour le bac, les épreuves étaient fixées au 14 juillet. Selon les informations rapportées par des journalistes non gouvernementaux, seuls 15% des candidats s'y sont présentés (c'est-à-dire en gros les élèves des collèges privés). Et pourtant "Le Soleil" du 15 juillet titrait: "Bac, cours normal". Ce gros mensonge n'a certainement pas été du goût des 85% des candidats ayant boycotté les examens. Là, visiblement, ce n'est pas l'opposition qui met de l'huile sur le feu, mais le gouvernement lui-même!

Tout récemment, lors d'une allocution devant les syndicats d'enseignants affiliés au PS, Abdou Diouf reconnaissait que la "crise scolaire" était loin d'être terminée et que "si l'on n'y prend garde, elle risque de se prolonger l'année prochaine". Que propose-t-il donc pour y remédier? Dans l'immédiat, il doit certainement penser que les grandes vacances qui viennent de commencer vont contribuer à la démobilisation et lui donner une bouffée d'oxygène. En attendant, il préconise pour l'année prochaine quelques aménagements du calendrier scolaire pour organiser des examens pour ceux qui ne s'y sont pas présentés cette année.

Cette période de vacances va-t-elle mettre fin aux mécontentements des élèves et étudiants? On le verra à la rentrée. Toujours est-il que cette jeunesse a donné quelques petites frayeurs à Abdou Diouf. Celui-ci n'a même pas eu le temps de goûter aux joies de sa "nouvelle légitimité" issue des élections de février. La répression et les arrestations des membres de l'opposition, suivies de l'Etat d'urgence, n'ont pas donné les résultats escomptés, à savoir: le retour à l'ordre.

Après la politique du bâton, il a préconisé celle de la carotte. C'est ainsi qu'il a annoncé début mai la baisse des prix pour le riz, l'huile et le sucre, de même que l'amnistie pour ceux qui étaient arrêtés pendant l'Etat d'urgence. Il a levé l'Etat d'urgence et a amorcé le dialogue avec l'opposition. Mais tout cela n'a pas mis fin à la contestation, notamment chez les jeunes.

Alors, une nouvelle fois, pour que les parents d'élèves fassent pression sur leurs enfants, Diouf tente de les convaincre que la grève des lycéens et des étudiants est une grève "politique". "Il n'est pour s'en convaincre, dit-il, que de constater le décalage entre le degré de satisfaction quasi totale des revendications des élèves et la persistance de leur grève, entre les exigences des étudiants et les moyens de l'Etat".

De la "satisfaction quasi totale des revendications", les élèves n'y ont vu que du vent! Ils exigent des bourses, des améliorations de leurs conditions d'hébergement et d'études. Jusqu'à présent rien de concret ne leur a été accordé. Abdou Diouf espère qu'à la rentrée scolaire, tout reviendra en ordre. C'est son calcul. Mais gare à la contamination.

Car les jeunes ne sont pas les seuls à avoir des revendications. Les parents d'élèves, et plus particulièrement ceux des classes pauvres du pays ont, eux aussi, d'énormes difficultés. Le blocage des salaires en vigueur depuis des années a rendu les conditions de vie de plus en plus dures. Le chômage frappe une proportion de plus en plus grande de la population. Même ceux qui ont la chance d'avoir un emploi stable ne survivent que grâce à la débrouillardise. On imagine alors le problème des sans emploi qui doivent affronter la vie de plus en plus dure dans une grande agglomération comme Dakar.

Tous ces millions de gens ont des choses à dire, des revendications à formuler. Derrière la colère des élèves et des étudiants, c'est la colère jusqu'ici muette mais non moins réelle de cette population pauvre que craint le plus le gouvernement de Diouf. Et si la mobilisation prenait corps au sein de ces millions de déshérités et gagnait des couches de plus en plus larges de celle-ci alors, Diouf pourrait utiliser toutes les astuces, toute sa police et son armée, il ne pourra pas en venir à bout.

#### SENEGAL: LA JUSTICE AU SERVICE DES RICHES

Au début du mois de juillet, un scandale a éclaté à la suite de la découverte d'un trafic de riz au Sénégal. Une grande société de négoce (le COSOPAL), agréée par l'Etat pour faire de l'importation du riz, s'était arrangée avec des hauts fonctionnaires pour se procurer une fausse autorisation d'importation. Elle a ainsi fait entrer 5 000 tonnes de riz non déclaré, portant sur une valeur de près d'un demi-milliard de francs CFA. Leur combine a été finalement découverte, et le PDG du COSOPAL et ses compères sont passés au tribunal.

Résultats: 6 mois de prison avec sursis et 100 000 FCFA d'amende. Autant dire une pécadille à côté de ce qu'ils ont déjà empoché avec leur trafic. Et pourtant, on peut lire régulièrement dans le "Soleil", dans la rubrique "société" que tel ou tel petit délinquant, a écopé de deux ans de prison ferme pour avoir commis quelques larcins. Les riches peuvent se payer des avocats et au besoin corrompre les juges et les fonctionnaires, mais les pauvres eux, n'ont pas ces privilèges-là. C'est cela la justice dans cette société injuste pour les pauvres.

MALI

Elections bidon comme d'habitude

Comme il fallait s'y attendre, les résultats des élections législatives du 26 juin au Mali n'ont pas fait entorse à la règle. C'est par 98% des voix qu'ont été élus les 82 députés présentés sur la liste unique du parti au pouvoir, l'UDPM.

C'est depuis 1979 que les dirigeants maliens organisent tous les trois ans ce genre de consultations populaires. Pour Moussa Traoré, ces élections constituent un "test pour évaluer l'importance des changements qualitatifs" intervenus dans le pays, ou encore les électeurs "ont mis en place l'Assemblée nationale qu'il faut".

En réalité, ce n'est pas pour ces raisons-là que le pouvoir en place se donne tant de peine pour appeler aux urnes les populations maliennes. Alors, pourquoi se prête-il à ce genre de jeu? Est-ce le souci de légitimer le régime après le coup d'Etat, qui anime un galonné comme Moussa Traoré? Ou est-ce pour faire croire à l'opinion que son régime est démocratique?

En tout cas, à part la poignée des dirigeants et autres responsables de l'UDPM qui tirent profit de la situation, personne au Mali n'a cru à ces élections. C'est sans illusion, sans enthousiasme que la plupart des électeurs se sont rendus aux urnes, peut-être par peur d'éventuelles représailles de la part des agents zélés du régime.

Les élections ne profitent qu'aux dirigeants qui trouvent là une occasion pour se faire de la publicité à bon compte auprès de leurs populations. Au cours de la campagne électorale, ils essaient de passer pour des "démocrates", pour des dirigeants sérieux, honnêtes, soucieux des problèmes et maux de leur peuple, de la "nation" tout entière.

Mais on sait qu'il n'y avait pas de démocratie dans ces élections. Par exemple à Kayes, il y avait deux candidats à la députation. Pour élire un seul candidat à la candidature, c'est-à-dire celui qui sera retenu sur la liste du parti, les candidats ont magouillé. Il paraît même qu'un des candidats a soudoyé des électeurs non maliens pour battre son concurrent. L'affaire a fait grand bruit à Kayes.

Mais on sait également que c'est au nom du "peuple" ou de "l'intérêt national" que ces mêmes dirigeants appliquent la dictature sur les peuples, sur tous ceux qui osent mettre en cause cette prétendue légitimité qu'ils auraient tirée de leurs administrés.

Pourquoi le riz est cher?

Depuis plusieurs années, la production locale du riz ne suffit plus à la consommation intérieure. Il a donc fallu en importer pour faire face à la situation. Le problème, c'est que ce riz importé se vend meilleur marché par rapport au riz local.

Sous prétexte de favoriser la vente du produit local, le régime décide arbitrairement, en octobre 1986, d'interdire toute importation de riz. Le riz devenant rare, les prix ont rapidement grimpé. De 165 FCFA le kg, les prix ont monté jusqu'au plafond de 250 FCFA, soit une augmentation de 85 FCFA.

Les commerçants, surtout les gros, ont fait des affaires sur le dos des consommateurs. Les pauvres ont du mal à faire face à cette hausse des prix. Le mécontentement gronde parmi les petites gens au point qu'un hebdomadaire économique français, "Marchés Tropicaux", a pu écrire: "cette politique de suspension des importations a entraîné des tensions importantes, alors que des flambées passagères des prix à la consommation incitaient les commerçants à crier à la pénurie du riz".

Jusqu'à présent, le mécontentement de la population n'est pas encore assez profond pour obliger le gouvernement à revenir sur l'interdiction de l'importation du riz. Mais si cette situation dure, elle risque de pousser dans la rue ceux qui en souffrent, en particulier les gens pauvres.

Alors, ce ne sera plus de l'importation du riz qu'il s'agirait, mais bien plus. C'est le régime au service des riches et des possédants, qui risque de sauter sous la colère des pauvres.

### COTE D'IVOIRE

#### UN SERVICE PUBLIC QUI CACHE SON INCAPACITE

L'Office National de Télécommunications (O.N.T) a annoncé, par l'intermédiaire du quotidien "Ivoire Soir", la perte d'un milliard de francs CFA par an. Et selon l'ONT, les responsables de cette perte sont les "trafiquants" et les "fraudeurs".

Alors, le gouvernement fait la chasse à tous ceux qui vivent de leur téléphone en vendant des communications à des prix élevés. Déficit d'un milliard à cause des fraudeurs? C'est un mensonge. Sous prétexte que les lignes sont saturées, le gouvernement a délibérément décidé de couper le téléphone aux petits clients.

Il est vrai que depuis des années, bien des gens ouvrent un kiosque (genre kiosque à pain), installent un téléphone et vendent une communication de 150 FCFA à 200 F, alors que le tarif officiel à 58 FCFA. Ce commerce marche bien, malgré les prix pratiqués; car dans les bureaux de poste, il faut faire la queue longtemps avant d'atteindre la cabine téléphonique, d'autant plus que l'abonnement est hors de portée des petites bourses.

Mais ce n'est pas cela qui a justifié les coupures de téléphones. Si maintenant l'ONT se plaint tant de ses pertes, ce n'est certainement pas à cause de ces "trafiquants". C'est elle-même qui en est responsable. Elle se dit service public, mais elle ne met pas à la disposition du public un nombre suffisant de cabines téléphoniques.

Les autorités ont annoncé qu'elles vont installer 200 cabines à Abidjan et 60 dans le reste du pays. Il est sûr que pour une grande ville comme Abidjan qui est de surcroît la capitale économique, cela ne va pas résoudre le problème.

En tout cas, des vrais "trafiquants", des vrais "fraudeurs", il y en a en Côte d'Ivoire, mais ils sont intouchables. Ils sont à la tête des services publics, de l'administration et des grandes sociétés. Ils s'enrichissent de l'exploitation des pauvres et de la corruption. Les vrais trafiquants et les vrais fraudeurs, ce sont ces gens-là.

## COTE D'IVOIRE

### La grogne des jeunes lycéens

Au moment des résultats du baccalauréat, les autorités ont déclaré qu'elles tiendront compte avant tout du dossier scolaire de chaque élève. Par exemple, il faut avoir une moyenne de 13/20 pour être admis au bac

Certains qui ont atteint cette moyenne se voient quand même recalés. En réalité, ce n'est pas une question de moyenne. Les autorités ont décidé en haut lieu de limiter le nombre des bacheliers, sous prétexte qu'il y en a trop. Même ceux qui ont le bac ne sont pas orientés et traînent en ville. Certains ont accepté de travailler dans les usines ou entreprises. La plupart chôment après avoir passé concours sur concours.

A l'annonce de ces nouvelles, la grogne a éclaté chez les jeunes lycéens, surtout que sont peu nombreux les élèves qui ont la moyenne exigée (13/20). On peut dire sans trop se tromper que la colère régnait chez les jeunes. En particulier, au Lycée Classique d'Abidjan où environ une centaine de jeunes ont commencé à montrer leur mécontentement par une marche de protestation vers la Présidence. Les flics sont vite intervenus pour disperser les manifestants. Il est sûr que dans d'autres établissements ou dans certains centres d'examens, les élèves ont dû montrer aussi leur mécontentement.

En tout cas, chaque année c'est l'angoisse chez les collégiens et lycéens. Le nombre de places dans les lycées et facultés est tellement limité que les examens de passage du brevet et du bac sont de véritables concours. Elèves et parents sont chaque année dans la hantise, surtout les familles qui ont des revenus modestes. Dans ces familles, subvenir aux besoins de leurs enfants est un véritable casse-tête.

Ceux qui ne réussissent pas aux examens ou qui se retrouvent sans boulot à la fin des études -et ils sont nombreux- constituent une charge supplémentaire pour les parents. L'avenir des jeunes, tout comme celui de l'ensemble de la population pauvre ivoirienne, est incertain. Il y a vraiment de quoi se révolter.

### Des campagnes qui ne coûtent pas cher et qui cachent les vrais maux

L'actualité politique en Côte d'Ivoire est souvent remplie par des campagnes sur tel ou tel sujet d'ordre social. Et tout dernièrement, c'était "la campagne contre la drogue qui frappe les jeunes".

Pour cela, on fait quelques actions qui ne coûtent pas trop cher. On installe quelques banderoles dans les quartiers. On organise une petite manifestation avec des membres du gouvernement, on mobilise à cet effet "la foule". Il faut comprendre par là les membres "actifs" du parti unique, PDCI-RDA, qui sont payés pour ça. Pour finir, un petit discours sur la place de l'Hôtel de ville et le tour est joué.

En fait, la drogue est très loin d'être un fléau social. Surtout que ces jeunes-là n'ont même pas de quoi acheter des cigarettes, même au détail. Cela concerne un milieu très marginal. Par contre ces campagnes ont l'avantage de remplir les pages des quotidiens, une bonne partie des programmes de la radio et de la télé en plus de la "Pensée du jour" du président à vie.

Et comme cela, on évite de parler du chômage des jeunes, de la misère des pauvres et de la vie chère dans le pays.

TCHAD : LES MENSONGES DE LA SECTION U.N.I.R DE FRANCE

Depuis quelques jours, la section U.N.I.R (Union Nationale pour l'Indépendance et la Révolution) de France fait circuler deux tracts dans lesquels on peut lire ceci: "Les fonctionnaires, où qu'ils se trouvent, perçoivent régulièrement 60% de leur salaire. Qu'on ne nous distraie pas en racontant des chimères. Les maigres salaires versés, pour l'instant aux fonctionnaires sont les conséquences du manque de moyens financiers du pays (. . .) Quant aux prélèvements pour l'effort de guerre, il est considéré par la grande majorité des Tchadiens comme une contribution volontaire".

Quel culot! Oui, les gens de cette section ont vraiment le culot d'affirmer que les fonctionnaires perçoivent régulièrement 60% de leur salaire. Mais autant dire qu'ils touchent entièrement leur salaire, puisque cette somme dérisoire est considérée comme un salaire.

Actuellement au Tchad, il faut être un fonctionnaire travaillant à la capitale pour espérer avoir son salaire avec un ou deux mois de retard. Mais même là, en cette fin du mois de juillet, certains attendent encore leurs salaires du mois de mai! Ceux de la région de Bongor ou de Doba par exemple, où il n'y a aucune entreprise industrielle après la fermeture des usines d'égrenage de coton, perçoivent les leurs avec six ou sept mois de retard -sans rappel.

Bien entendu, même lorsqu'il y a un retard, on n'oublie pas de retirer la part de "l'effort de guerre". Parfois, on oublie volontairement de payer quelques mois en passant. Les étudiants, quant à eux, ont perçu leur premier mois de bourse en mai (c'est-à-dire depuis la rentrée d'octobre, ils ont touché un mois de bourse au lieu de huit mois).

Les maigres salaires versés sont peut-être les conséquences du manque de moyens financiers du pays, mais il se trouve que dans ce même pays, plus particulièrement à N'Djaména, des villas poussent comme des champignons sur l'ancien terrain vide de Kélep-mat. On construit des maisons à étages au quartier Moursal. On est en train de terminer la construction d'un palais présidentiel monstre en face de la place de l'indépendance. Malgré le décret qui fixe les salaires des cadres et dirigeants des sociétés publiques et para-publiques dans le sens d'une "plus grande justice sociale", certains PDG et DG touchent encore des salaires très élevés pour un pays qui manque de moyens financiers.

Pour ce qui est de l'effort de guerre, on ne laisse pas le choix à la population de payer. Pour les salariés des entreprises privées, le patron prélève directement la "cotisation" sur la paye et la verse au comité créé pour cela. Beaucoup d'ouvriers se retrouvent à la fin du mois avec moins de 5.000 FCFA (100FF), à peine de quoi payer le loyer.

Il n'est pas étonnant que ces militants de la section U.N.I.R de France racontent des mensonges pareils. Ils savent que c'est pour avoir fait ce genre de basse besogne (la propagande mensongère) que d'autres avant eux ont obtenu des postes de directeurs de sociétés dès leur retour au pays. A leur tour, ils pourront aussi échapper aux 60% ou demi-salaire (comme on continue à l'appeler au Tchad).

De plus, il n'est pas dit qu'eux-mêmes apporteront leur contribution à l'effort de guerre. Car bon nombre de hauts fonctionnaires, "militants" comme eux, trouvent toujours le moyen de ne pas cotiser. Mais même si ces militants en question payent l'effort de guerre, ils ne le ressentiront pas de la même façon que les milliers de petits fonctionnaires, ouvriers et paysans.



## TCHAD

### Sections de l'U.N.I.R : des bureaux fantoches!

Depuis sa création en 1984, l'U.N.I.R (le parti unique de Habré) a implanté ses sections dans tous les coins, même les plus reculés du Tchad. Chaque ministère, entreprise ou quartier a sa section. L'adhésion est obligatoire dans les faits. Car, par exemple au cours des voyages à l'intérieur du pays, on a intérêt à présenter sa carte d'adhésion au parti plutôt que la carte d'identité nationale.

Chaque année, une délégation du comité régional passe dans différents services et localités pour mettre en place ou renouveler le bureau de la section. Le scénario est toujours le même. Après un long et ennuyeux discours dans lequel elle vous demande de payer l'effort de guerre et la cotisation, elle vous lit un procès-verbal rédigé d'avance, ainsi que la composition du bureau dont les membres n'ont même pas été consultés. Aucune objection n'est admise.

Cette année, au lycée Félix Eboué par exemple, les enseignants ont voulu contester la composition du bureau de leur syndicat, un syndicat dont tous les membres du bureau sont au comité central de l'U.N.I.R ou du RAJEUNIR (organisation des jeunes de l'U.N.I.R), mais on leur a opposé un "non" catégorique. Et comme les enseignants ont commencé à manifester leur mécontentement, le bureau imposé a préféré quitter la salle.

### U.N.I.R : des slogans qui ne passent pas toujours

A la fin de juin dernier, des dizaines d'étudiants attendaient leur bourse dans la cour du Rectorat. Le payeur arrive. Il leur dit qu'il n'y a pas d'argent et qu'il faut revenir la semaine prochaine. Il faut signaler que depuis le début de la rentrée universitaire (c'est-à-dire depuis neuf mois), ils n'ont touché qu'un seul mois de bourse.

Les étudiants commencent à s'agiter. Le payeur monte sur le toit de sa voiture et crie: "U.N.I.R d'abord"! Selon la propagande officielle enseignée sur le modèle de Mobutu (par des propagandistes zaïrois recrutés par Habré), les étudiants devraient répondre: "discipline"! Mais ce jour-là, ils étaient tellement mécontents qu'ils ont tous dit "non". Le payeur, pris de peur, descend précipitamment du toit de sa voiture et se met à fuir. A pied.

### Une constitution selon la volonté du dictateur tchadien

Le 8 juillet, le dictateur Hissène Habré a décrété la mise sur pied d'un "comité constitutionnel" chargé de déposer dans les cinq mois à venir "un projet de constitution" afin de remplacer l'"Acte fondamental" qui est une sorte de constitution sur mesure que Hissène Habré s'est confectionnée;

Le quotidien gouvernemental "Info-Tchad" qui, selon son habitude n'a pas peur du ridicule, définit déjà ce que devra être la prochaine constitution: "authentiquement nationale", ne contenant pas des "expériences socio-politiques exotiques", conçue comme un moyen d'en finir avec "des maux comme le tribalisme, le népotisme ou l'indifférence", etc.

Depuis six ans qu'il est au pouvoir, Habré ne s'embarrasse pas avec des élections, même bidons, comme le font les autres dictateurs africains. Il procède toujours par désignation dans tous les domaines. Par exemple, les membres du Conseil National Consultatif (sorte de parlement muet) sont nommés par lui, exactement comme il vient de le faire avec ceux qui forment le comité constitutionnel.

La formation de ce comité pour préparer une "constitution" est peut-être un geste de bonne volonté à l'égard des opposants ralliés à son régime. En effet, en 1985 lorsque les représentants de Habré ont signé à Libreville des accords avec ceux-ci, il a été prévu entre autres de remplacer l'Acte fondamental par une constitution.

Bien sûr, le remplacement de l'un par l'autre ne changera fondamentalement rien au pouvoir personnel de Habré, le comité constitutionnel n'étant rien d'autre qu'un comité consultatif. Mais au moins il y aura la forme qui, tout en donnant satisfaction aux opposants ralliés (qui n'en demandent d'ailleurs pas davantage) permettra aux autorités d'apparaître comme des gens responsables qui respectent leurs engagements. Mais en fait, nouvelle constitution ou pas, la dictature sera toujours la dictature.

#### RWANDA: DERRIERE LE SURPEUPEMENT,

#### LA PAUVRETE ET L'ABERRATION DES FRONTIERES

Le 28 juin dernier, le président du Rwanda a déclaré devant le parlement que le pays est devenu trop petit pour satisfaire les besoins alimentaires de sa population et qu'il avait cherché à envoyer le surplus de population vivre dans d'autres pays. Ainsi, il avait négocié avec la Tanzanie pour que les réfugiés rwandais y restent et il avait demandé de même au Gabon d'accueillir une partie de la population rwandaise.

Le Rwanda a en effet 6,8 millions d'habitants pour seulement 26300 km<sup>2</sup>. Ce petit pays connaît le plus fort taux de densité de population d'Afrique, alors que le continent reste largement sous-peuplé. C'est là une des aberrations de l'existence des frontières. Ici, certains pays relativement vastes sont en partie presque inhabités, là d'autres sont trop petits.

Il est vrai que au moment du partage de l'Afrique, les grandes puissances rapaces ne se souciaient guère des populations. Elles s'emparaient des territoires partout où elles le pouvaient et ne voyaient de limites que celles imposées par les puissances adverses. Et puis, à l'intérieur des "possessions" d'une même puissance colonisatrice, celle-ci pouvait tracer des frontières en fonction de ses besoins économiques et politiques.

Et le résultat de ce genre de charcutage, c'est que, par exemple, tantôt certains territoires sont trop petits comme le Rwanda, tantôt les mêmes ethnies sont divisées deux, trois ou plusieurs fois par des frontières. Cela dit, au problème de l'aberration des frontières s'ajoute celui, plus profond du sous-développement et de la misère.

Car si des pays comme le Rwanda ne sont pas en mesure de satisfaire les besoins alimentaires de leurs populations, ce n'est pas parce qu'ils sont trop petits. Des pays comme le Mali, la Mauritanie ou le Tchad sont très grands et sous-peuplés et pourtant, ils sont tout aussi pauvres, tout aussi incapables d'assurer le minimum vital pour les populations qui y vivent.

Par contre, la Belgique, la Hollande ou le Japon par exemple, qui sont des petits pays et qui sont plus peuplés que le Rwanda, possèdent des capacités de production incomparablement supérieures. Et si dans ces pays-là on peut tout de même trouver des sans-emplois, des sans-logis voire des mendiants, ce n'est pas parce qu'ils sont pauvres ni trop petits; mais parce qu'ils en sont, comme tous les pays capitalistes dits "avancés", au stade où ils sont obligés de réduire la production, de fermer des usines parce que le système capitaliste est en crise.

Le Rwanda, lui, est un pays pauvre, incapable de nourrir sa propre population mais cela n'a rien à voir avec sa superficie. Tous les pays du Tiers-Monde, petits ou grands, ayant un bon ou mauvais climat, à régime civil comme militaire, vivent presque la même situation: la misère pour le plus grand nombre tandis qu'une minorité de parasites vit dans une opulence arrogante. L'impérialisme continue le pillage qui a commencé plusieurs siècles auparavant. D'année en année, l'écart entre les pays riches et les pays pauvres se creuse, et d'année en année ses pays s'enfoncent dans la pauvreté et la dépendance à l'égard de l'impérialisme.

Eh bien, pour résoudre les problèmes de faim et de misère dans ces pays, il ne suffira pas d'abolir les frontières nationales et de réaliser l'unité -d'ailleurs nécessaire- des populations africaines. Ce qu'il faut, c'est libérer de la loi du profit les abondantes richesses accumulées dans les pays capitalistes riches afin de les mettre à la disposition de l'humanité tout entière. Ce qu'il faut, c'est d'instaurer une nouvelle coopération, sur un pied d'égalité entre tous les peuples, ayant pour seul but la satisfaction des besoins de l'homme.

Mais cela suppose d'abord la destruction du système capitaliste à l'échelle du monde. Et les travailleurs, qui constituent une force internationale puissante, peuvent le faire s'ils sont organisés et disposent d'un parti ouvrier révolutionnaire. En tant que fraction de cette force internationale, les travailleurs africains ont un rôle non négligeable à jouer s'ils surmontent les frontières qui les divisent au profit de leurs exploités, s'ils s'unissent et créent leurs propres organisations politiques de combat.

#### ERRATUM

Dans notre précédent "Pouvoir Aux Travailleurs" n° 170, une erreur d'impression s'est glissée à la fin de l'éditorial sur le Sénégal. Il ne fallait pas tenir compte des deux dernières lignes.

Nous demandons à nos lecteurs de nous en excuser.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour leur aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.